

## 2 Politique

Présidence de la République/Conférence de presse du porte-parole

## Ike Ngouoni Aila Oyouomi : "Ali Bongo Ondimba est fermement aux commandes!"

J.KOMBILE.MOUSSAVOU  
Libreville/Gabon

Il est, en outre, longuement revenu sur l'adresse à la Nation du chef de l'État, le 16 août dernier, à l'occasion de la célébration du 59e anniversaire de l'accession du Gabon à la souveraineté internationale.

"ALI Bongo Ondimba est fermement aux commandes", a déclaré, hier, le porte-parole de la présidence de la République, Ike Ngouoni Aila Oyouomi, au cours de la conférence de presse qu'il a animée, au palais du bord de mer. Faisant ainsi sa rentrée, au terme des "vacances studieuses" durant lesquelles, a-t-il avancé, "nous n'avons pas levé le pied". Cette déclaration est une réponse cinglante aux allégations entretenues par certains sur la prétendue indisponibilité du chef de l'État. Des allégations qualifiées de "fantasmes" par Ike Ngouoni Aila Oyouomi. Dans tous les cas, commémoration du 59e anniversaire de l'accession de notre pays à la souveraineté internationale oblige, le porte-parole de la présidence de la République s'est appesanti sur les différents aspects abordés par le chef de l'État, lors de son adresse à la Nation, le 16 août dernier. Tout en



Le porte-parole de la présidence de la République, Ike Ngouoni Aila Oyouomi, lors de son intervention.

soulignant que durant ces festivités, "Ali Bongo Ondimba est allé déposer une gerbe de fleurs sur la tombe du président Léon Mba, le père de l'indépendance". Ce qui constitue, à ses yeux, "un acte fort, symbole d'unité de notre pays". D'autant plus que, selon lui, plusieurs membres de la famille Léon Mba étaient présents à cette cérémonie républicaine. Revenant sur l'allocution radiotélévisée proprement dite du chef de l'État, Ike Ngouoni Aila Oyouomi, se voulant pédagogue, a indiqué que celle-ci a été

"dense, riche et pleine de propositions". En ce sens que, a-t-il avancé, cinq axes en ont constitué la trame. Notamment "le développement territorial". Avec ceci que, a-t-il souligné, le président de la République a relevé la nécessité de renforcer et d'accélérer la décentralisation via des approches innovantes. De même, a-t-il poursuivi, "la Trans-gabonaise", route de 780 kilomètres devant relier Libreville à Franceville, dont les premiers coups de pelles devraient être donnés le mois prochain, participe



Une vue partielle de l'assistance.

de l'ambition du numéro un gabonais de "développer notre pays de manière équitable en le dotant d'infrastructures pérennes et viables". Autre thématique relevée par Ike Ngouoni Aila Oyouomi, "la création d'emplois". Dans ce sens, a-t-il précisé, "le chef de l'État a fixé des objectifs ambitieux au gouvernement, de manière à doubler le taux de création d'emplois dans le secteur privé formel". L'adéquation formation-emploi et le social étaient également, a-t-il mentionné, en

bonne place de l'allocution du chef de l'État. Lequel, a-t-il clamé, a insisté sur la nécessité de ne pas relâcher les efforts. D'autant plus que, a-t-il indiqué, les réformes engagées en 2018 commencent à porter leurs fruits. Et que, in fine, celles-ci devraient permettre aux pouvoirs publics d'avoir des marges de manœuvre pour financer "routes, écoles, hôpitaux, centrales électriques, énergétiques et logements". Quoi qu'il en soit, a laissé entendre Ike Ngouoni Aila Oyouomi, tous ces aspects n'occulent nullement la

détermination du chef de l'État à lutter contre la corruption. "La lutte contre ce fléau n'est pas un slogan mais une priorité de politique publique", a-t-il avancé. Ce qui, selon lui, s'est traduit par l'érection d'un ministère chargé, entre autres, de la lutte contre la corruption; tout comme la récente révision du Code pénal. Lequel, a-t-il mentionné, devrait "permettre à la justice d'être plus efficace, notamment en matière de passation de marchés publics".

## Primature/Rencontre Premier ministre-Responsables des confessions religieuses

## La réconciliation nationale au cœur des échanges

LLIM  
Libreville/Gabon

C'est la substance du message transmis par les chefs religieux au Premier ministre, hier matin, au cours de leur rencontre à l'immeuble du 2-Décembre. Pour eux, seule la réconciliation peut garantir la paix et la stabilité à notre pays.

LE Premier ministre, Julien Nkoghe Bekale, a échangé, hier matin, avec les responsables des principales obédiences religieuses présentes dans notre pays. La rencontre a eu lieu à l'immeuble du 2-Décembre abritant les services de la Primature. Occasion pour ces derniers de lui remettre un mémorandum riche de propositions concrètes, destinées à promouvoir la paix et le vivre ensemble entre les différentes composantes de la nation gabonaise. Conduite par l'Archevêque de Libreville, Basile Mve Engone, cette délégation comprenait, outre le président de l'Église évangé-



Le Premier ministre, Julien Nkoghe Bekale, recevant le mémorandum des mains de Mgr Basile Mve Engone

lique du Gabon (EEG), le pasteur Augustin Bouengone, le responsable du groupement des Églises du Réveil, le pasteur Michel Francis Mbadinga, et le président du Conseil supérieur des Affaires islamiques du Gabon (CSAIG), l'imam Ismaël Ocen Ossa. Ensemble, les quatre chefs religieux ont adressé un message de paix et de dia-

logue à l'ensemble de la population gabonaise, afin de préserver la paix civile. C'est donc le document y relatif qui a été remis au chef du gouvernement pour transmission au président de la République, Ali Bongo Ondimba. Plus précisément, ce mémorandum invite les hommes politiques, sociaux et religieux à veiller, chacun



Le Premier ministre, Julien Nkoghe Bekale échangeant avec les responsables religieux.

dans son domaine d'influence, à l'unité et à la réconciliation entre les filles et fils du Gabon. La situation sociopolitique du pays étant délicate en cette période, ont-ils dit, "chaque citoyen se doit de donner du sien pour une décrispation de cette situation". Outre cet appel à la paix et au dialogue, le mémorandum des hommes

de Dieu comporte également un ensemble d'autres propositions et de recommandations devant servir de bréviaires aux autorités pour une relance du dialogue avec les acteurs politiques, syndicaux et religieux. C'est dans cette optique que les hôtes du Premier ministre sollicitent de la part des plus hautes auto-

rités, la mise en pratique des résolutions et autres recommandations issues du Dialogue d'Angondjé qui souffrent jusqu'ici de quelques retards dans leur application. Lesquelles, à en croire l'Archevêque de Libreville, représentent un des facteurs bloquants de la réconciliation nationale tant voulue.